



ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de l'installation classée pour la protection de l'environnement
EARL LE PALLEC à Plémet et Plumieux**

Le préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment les livres I, II, V, et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 44 ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 mars 1991 au nom de M. Louis BRIAND, modifié le 2 avril 2014 au nom de M. Anthony GUILLAUME, domicilié lieu-dit « Le Breil Sablé » à Plumieux, l'autorisant à exploiter lieu-dit « Porcollois » à Plumieux, un élevage porcin de 976 places animaux équivalents ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2000, rectifié le 25 août 2000, modifié le 21 juin 2008, autorisant M. Alain LE PALLEC, domicilié lieu-dit « Le Bourg » La Ferrière (Plémet), à exploiter à la même adresse, un élevage porcin de 1505 places animaux équivalents ;

Vu l'accusé réception du 27 septembre 2017 pour la reprise de l'élevage porcin de M. Alain LE PALLEC situé lieu-dit « Le Bourg » La Ferrière à Plémet par Mme Roselyne LE PALLEC ;

Vu l'accusé réception du 23 novembre 2023 pour la reprise de l'élevage porcin de Mme Roselyne LE PALLEC situé lieu-dit « Le Bourg » La Ferrière à Plémet par l'EARL LE PALLEC ;

Vu l'accusé réception du 23 novembre 2023 pour la reprise de l'élevage porcin de M. Anthony GUILLAUME situé lieu-dit « Porcollois » à Plumieux par l'EARL LE PALLEC ;

Vu les rapports n° JLP/2023/10/17/01 et 02 suite aux contrôles du 17 octobre 2023 des inspecteurs de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

Vu l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement en date du 1^{er} décembre 2023 transmettant les rapports et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'EARL LE PALLEC qui précise qu'un délai de 15 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

Considérant qu'en application du décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifié susvisé, l'installation est soumise au régime de l'enregistrement ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 sus-visé définit les zones d'actions renforcées en remplacement des zones d'excédent structurel, des zones d'actions complémentaires, des bassins versants algues vertes et bassins versants contentieux ;

Considérant la situation de l'exploitation de l'EARL LE PALLEC, implantée en zone vulnérable (ZV), en zone d'actions renforcées (ZAR), et soumise aux dispositions de lutte contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Considérant que le contrôle réalisé le 17 octobre 2023 en présence de l'exploitant a mis en évidence :

- ➔ la non notification de la modification du plan d'épandage conformément à l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement (sites « Le Bourg » La Ferrière à Plémet et « Porcollois » à Plumieux) ;
- ➔ le non respect de l'effectif autorisé (site « Le Bourg » La Ferrière à Plémet) ;

Considérant que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des conditions imposées à l'exploitant, le préfet met en demeure ce dernier d'y satisfaire dans un délai déterminé et que le délai fixé est suffisant pour :

- ➔ respecter l'effectif autorisé ;
- ➔ mettre à jour le plan d'épandage

Considérant l'absence de réponse au rapport d'inspection et au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure annexé dans le délai de 15 jours ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Objet

L'EARL LE PALLEC, dont le siège social est situé lieu-dit « 78 Le Breil Sablé » à Plumieux, est mise en demeure pour l'élevage porcin exploité lieu-dit « Le Bourg » La Ferrière à Plémet et lieu-dit « Porcollois » à Plumieux, à compter de la réception du présent arrêté, **dans un délai de 8 mois** :

- ➔ de respecter l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un dossier de mise à jour du plan d'épandage (sites « Le Bourg » La Ferrière à Plémet et « Porcollois » à Plumieux)
- ➔ de déposer un dossier de restructuration (site « Le Bourg » La Ferrière à Plémet) .

Article 2 - Sanctions

En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 alinéa 2, points 1, 2, 3 et 4 du code de l'environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

Article 3 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérécurse citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 4 - Publication

L'arrêté préfectoral de mise en demeure est mis en ligne sur le site Internet de la préfecture des Côtes-d'Armor : www.cotes-darmor.gouv.fr pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, les maires de Plémet et Plumieux et la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'EARL LE PALLEC.

Saint-Brieuc, le 24 JAN. 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU